

# Le retour du complexe de Zorro

Posté le : 27 août 2017 18:32 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Pays en voie de développement

La cote de popularité d'Emmanuel Macron s'effondre au fur et à mesure que la démagogie exagérée de sa campagne apparaît à tous, y compris aux niais qui ont voté les yeux fermés, sans rien lire de son programme. La hausse gigantesque de 25 % de la CSG apparaît pour ce qu'elle est : une hausse de plus de la pression fiscale. Les contreparties démagogiques qu'il avait annoncées, autant d'achats de vote, s'effilochent au fil du temps. On est revenu au Hollandisme de base : raboter les dépenses et éviter toute réforme de structure, tout en lançant du sable aux yeux des nigauds.

Les Français ne voulaient plus d'une alternance gauche droite, avec des mesures de plus en plus radicales divisant de plus en plus profondément le pays. C'est vrai. Emmanuel Macron a exploité parfaitement ce sentiment.

Le risque, on le voit est celui de la pusillanimité.

Les socialistes, lors de leurs quatre passages, ont mis l'entreprise sous la tutelle des salariés, en leur donnant le renfort institutionnel des juges, dont on sait que nombre d'entre eux sont « rouges », plutôt vifs. Un salarié malveillant ou simplement mal embouché peut agir contre l'entreprise à peu près totalement à sa guise. Le congé maladie bidon, les menaces pénales pour harcèlement, l'impossibilité de sanctionner l'indiscipline, la paresse et même le vol (des juges ont refusé de poursuivre un comptable dans l'entreprise que je dirigeais qui était partie avec la caisse !), ont tout autant que l'impossibilité de licencier sauf à se ruiner, mis KO bien des PME. La vraie réforme est de supprimer la notion de délit de licenciement. **Licencier est normal**, soit que les projets tournent mal ; soit que l'attitude du salarié est intolérable. Au même titre que recruter. Que l'on demande à l'entreprise une participation aux frais de reclassement est une chose. Transformer les relations sociales en terrain de jeu pour les juges en est une autre. Barémiser la « faute », en fait inexistante, est une manière de dire au salarié douteux : voilà ce que tu toucheras de façon certaine. L'incertitude de la justice limitait un peu les abus. La certitude d'un gain quasi automatique les multipliera. La pusillanimité est de faire semblant d'annoncer un changement radical alors qu'on ne fait qu'entériner un abus général, en interdisant simplement les jugements intolérables.

La question de la directive des travailleurs détachés est du même tonneau. Les effets nets négatifs de la directive n'ont jamais réellement été évalués. Les « dommages » sont probablement nuls et l'effet sur le chômage est non évalué précisément et sans doute inexistant, en tout cas minimes par rapport à d'autres causes. Passer de deux ans à un an la durée d'un détachement ne changera exactement rien. Cela ne vaut certainement pas une crispation diplomatique avec la Pologne, avec le degré de violence verbale que l'on constate.

Dans les deux cas on soulève des problèmes doctrinaux fondamentaux : ici le sens profond du droit du travail ; là l'Europe « protectrice ». Pour accoucher de minuscules souris. On se gardera bien d'évaluer les conséquences. En France, on ne parle d'une difficulté que lorsque le gouvernement a décidé de faire une réforme. On l'a encore vu avec le RMI ; intouchable sauf quand on a voulu créer le RSA. Et on ne cherche jamais à savoir l'effet réel d'une mesure. Les objectifs du RSA ont été totalement perdus de vue. L'argent coule à flots. Le pays coule. Tout le monde s'en fiche. On découvrira que le RSA est une trappe à chômage de longue durée lorsqu'on inventera un RAST (revenu à vie sans travailler).

Claude Allègre avait souligné le « complexe de Zorro » qui semblait animer Sarkozy qui s'était lancé en début de mandat dans une série de combats douteux, les infirmières bulgares ou surtout la TVA des restaurateurs. « Quels résultats ? On ne sait pas ! Passons à autre chose ».

Jouer au fortiche en début de mandat n'est pas la marque des forts.

Le rôle des politiques n'est ni de complaire ni de se faire plaisir mais de trouver de vraies réponses à des problèmes difficiles. La politique n'a pas besoin de marqueurs mais de résultats.

Plutôt que de dégoïser pendant des heures sur les conséquences sur la communication du Président et son image des derniers événements, les radios et télévision devraient plutôt documenter et éclairer les difficultés et les solutions possibles. On ne moque totalement de savoir si la cote du Président sera un peu plus négative ou un peu plus positive. Mais on aimerait bien qu'on nous chiffre l'effet d'un raccourcissement à un an des détachements (sachant que deux détachements d'un an font un détachement de deux ans !). Ou qu'on nous explique pourquoi licencier est un acte pénalisable, si recruter ne l'est pas. Le « recrutement à vie sauf sanction » est une absurdité digne d'un adepte de la Révolution Bolivarienne, pas d'un pays à l'origine de bien des innovations et longtemps conquérant.

On aurait pu faire l'économie de tout ce cinéma.